

Paris, le 28 août 2009

**Communication sur le progrès de
l'Agence française de développement (année 2008)**

Message du Directeur général

L'Agence française de développement (AFD) renouvelle une nouvelle fois avec conviction son adhésion au Pacte mondial dont elle a inscrit les principes au cœur de ses orientations stratégiques.

Ainsi que nous en avons témoigné dans les « Communication On Progress » du Global Compact, l'AFD s'applique, depuis 2007, à assurer la promotion et la mise en œuvre des principes de responsabilité sociale et environnementale en les déclinant, dans l'ensemble des opérations qu'elle finance, et à tous les niveaux d'intervention (depuis les fondements stratégiques de l'entreprise jusqu'aux différentes procédures, diligences, méthodes et outils mis en œuvre aux différentes étapes d'instruction des projets).

En 2008, ces évolutions se sont encore élargies, ainsi :

- Sur le champ opérationnel :
 - augmentation des engagements en faveur des projets de lutte contre le changement climatique,
 - élargissement des procédures RSE aux projets en intermédiation financière.
- Au plan interne : engagement en faveur de la neutralité carbone interne (période 2008-2012) ;
- Concernant les instruments financiers : recours à des outils de financement plus favorables aux projets environnementaux (ex : lignes de crédit environnementales).

Outre faire progresser sa propre conformité opérationnelle sur ces principes de responsabilité sociale et environnementale, il faut enfin souligner que l'AFD a fait de ce sujet l'un des éléments de structuration de son partenariat avec les entreprises. Les échanges de pratiques sur ces problématiques, sur lesquelles le secteur privé investit fortement, sont nombreux et riches d'enseignements.¹

Jean-Michel Severino

¹ NB : l'Agence a notamment organisé avec IMS-Entreprendre pour la Cité le colloque « Entreprendre pour le Développement » en décembre 2008.

Dans la continuité des engagements formulés dans son **Plan d’Orientation Stratégique 2007-2011** en faveur de la promotion du développement équitable et durable, **l’AFD a poursuivi au cours de l’année 2008 la mise en œuvre des principes du Pacte Mondial** tant dans ses procédures d’instruction de projets que dans la mise en place de ses financements, ou le suivi des réalisations.

I. Rappels des actions engagées avant 2008 :

1/ Actions en faveur de la maîtrise et du suivi des risques environnementaux et sociaux : Afin d’améliorer la qualité environnementale et sociale des opérations financées et de générer des opportunités de financements correspondant à ses engagements en matière de développement durable, le groupe AFD, en accord avec les maîtres d’ouvrage, conditionne ses financements, à la mise en œuvre d’une démarche systématique et continue d’évaluation environnementale et sociale (E&S).

2/ Evolution des modalités juridiques et contractuelles Depuis 2007, **l’AFD procède systématiquement à l’introduction de clauses RSE dans les conventions de financement et les documents régissant les appels d’offres**. Ces exigences imposent aux bénéficiaires des concours de respecter (et de faire respecter de la part de ses sous-traitants ou clients), les lois et règlements applicables dans le pays d’intervention, les normes nationales et internationales en matière de protection de l’environnement et de droit du travail, ainsi qu’à mettre en œuvre les mesures d’atténuation prévues et envisagées dans le cadre de la démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux de l’AFD

II. Progressions des mesures en 2008 :

1/ **Créée en juillet 2007, la Cellule d’Appui Environnemental et Social (CAES)** responsable du développement et de la mise en œuvre de cette démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux **a renforcé ses effectifs au cours de l’année 2008**, passant de trois ingénieurs environnementalistes et d’un sociologue fin 2007 à cinq experts (deux environnementalistes, un sociologue et deux experts climat) à fin 2008. Cette évolution témoigne de l’importance que revêt désormais cette activité au sein de l’Agence.

2/ **Le recrutement** de deux experts « climat » témoigne également de **l’accroissement de la prise en compte de la problématique du changement climatique dans les activités de l’AFD**. Depuis 2005, les engagements de l’AFD dans ce secteur ont été en croissance constante aussi bien en nombre de projets qu’en montant. Le groupe de l’AFD a franchi en 2008 le cap symbolique du milliard d’euros engagés dans la lutte contre le changement climatique (atténuation et adaptation), pour s’établir à 1,1 milliards en montant non pondéré, soit une progression de 57% en un an. Ce résultat est d’autant plus remarquable que la part

des engagements climat dans le portefeuille du groupe est en très nette augmentation pour la première fois depuis quatre ans (de 19% sur 2005 à 30% en 2008).

3/ Par ailleurs, l'AFD ainsi que sa filiale PROPARCO ont mis en place **une démarche spécifique d'évaluation environnementale et sociale des projets en intermédiation financière (IF)** afin de pouvoir appréhender objectivement l'implication des IF sur ces questions et, si nécessaire, les accompagner dans leur démarche de progression. Cette démarche consiste à exiger des intermédiaires financiers (IF) avec lesquels le groupe AFD travaille :

- qu'ils s'assurent de la qualité environnementale et sociale (E&S) des projets qu'ils financent et, qu'à ce titre, qu'ils en maîtrisent les risques E&S ;
- et que leur gestion interne soit socialement satisfaisante (Responsabilité Sociale Interne).

Un guide d'évaluation de la démarche environnementale et sociale des intermédiaires financiers a été élaboré afin d'aider les chargés d'affaires de PROPARCO et chefs de projet de l'AFD à mener à bien l'évaluation environnementale et sociale d'un IF. Les projets concernés par cette évaluation concernent l'ensemble des projets en intermédiation financière que le groupe AFD entreprend et ce quelque soit le montant financier engagé

4/ Dans la même perspective, le recours à un instrument financier dédié, permet à l'AFD de développer un nouveau type d'activité avec des institutions financières, (Cet instrument, une **ligne de crédit environnementale (LCE)** qui représente 475 M€ cumulés depuis 2005 permettra de renforcer les activités dans le secteur de l'environnement et laisse d'ores et déjà entrevoir des perspectives de croissance intéressantes. Les LCE proposées par l'AFD mettent à la disposition d'intermédiaires financiers des ressources qui sont restituées in fine à des agents économiques porteurs d'investissements à vocation environnementale dans les pays en développement. Les investissements finaux ciblés par les LCE concernent aujourd'hui deux thématiques environnementales : la maîtrise de l'énergie et la gestion durable des ressources naturelles. Via ces lignes de crédit, l'AFD entend participer à la promotion efficace d'un développement durable en concourant à trois principaux objectifs : **la préservation de l'environnement, le développement économique et le progrès social.**

5/ Enfin, l'AFD s'est engagée à réaliser **sa neutralité carbone sur la période 2008-2012**. L'objectif consistera à compenser environ 20.000 tonnes tEq.CO2 par an. La compensation des émissions sera mise en œuvre en plusieurs étapes. La première mise en œuvre sur 2008-2010 consiste en l'achat de 60.000 tonnes équivalent CO2 pour la neutralité des activités du siège et de son département de formation, le CEFEB. Dans une étape ultérieure, le bilan carbone sera étendu au réseau d'agences de l'AFD et une nouvelle opération de compensation sera engagée sur la base d'un bilan global et actualisé.

La première opération d'achat de crédit carbone pour atteindre la neutralité a été réalisée en octobre 2008 par le recours à des actifs carbone permettant de financer un projet de lutte contre la déforestation au Cambodge.

Pour en savoir plus : http://www.afd.fr/jahia/Jahia/site/afd/lang/fr/AFD_neutralite_carbone.

ANNEXES TECHNIQUES

1. Extrait du Rapport de Gestion 2008

Cycle des opérations

Dans le cadre du chantier RSE, le groupe AFD a adopté en janvier 2007 une démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux des opérations qu'il finance et un plan d'actions 2007-2011 pour la mise en œuvre progressive de cette démarche.

La démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux des opérations.

La mission première du groupe AFD est de financer des opérations qui contribuent aux finalités essentielles du développement durable. Cependant, toute opération de développement, quels que soient ses objectifs, est susceptible de porter atteinte à l'environnement et aux populations.

Ainsi, afin d'améliorer la qualité environnementale et sociale des opérations et de générer des opportunités de financements correspondant à ses engagements en matière de développement durable, le groupe AFD conditionne ses financements à la mise en œuvre, en partenariat avec les maîtres d'ouvrage, d'une démarche systématique et continue d'évaluation environnementale et sociale (E&S) permettant :

- (i) d'évaluer les impacts environnementaux et sociaux des opérations,
- (ii) de proposer des mesures appropriées visant à éviter les impacts négatifs, ou lorsqu'ils sont inévitables à les réduire ou à les compenser de manière appropriée,
- (iii) de suivre la mise en œuvre de ces mesures lors de la phase d'exécution de l'opération,
- (iv) d'évaluer a posteriori l'efficacité des mesures proposées.

Une Cellule d'Appui Environnemental et Social (CAES) dédiée à cette mission.

Afin d'assurer le développement et la mise en œuvre de cette démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux, l'AFD a créé en juillet 2007 une Cellule d'Appui Environnemental et Social (CAES) composée (fin 2008) de cinq experts (deux environnementalistes, un sociologue et deux experts climat). Rattachée directement au directeur de la direction technique opérationnelle (DTO), cette cellule est plus précisément chargée :

d'apporter un appui environnemental et social (E&S) aux opérations : lors de l'identification des projets, la CAES émet un avis E&S sur l'ensemble des opérations financées par le groupe AFD. Elle détermine notamment le niveau de risques E&S des opérations financées en les classant selon des standards internationaux en la matière (cf. encadré ci-dessous) puis, au regard de ce risque, elle indique le type de diligences E&S à suivre pour que ces opérations s'inscrivent effectivement dans une démarche de

Le classement environnemental et social des opérations financées par le groupe AFD

En accord avec les standards internationaux en la matière :

- les opérations financées directement par le groupe AFD sont classées en trois catégories selon le risque social et environnemental qu'elles présentent : (i) catégorie « A » (risques élevés), catégorie « B » (risques modérés) et catégorie « C » (peu ou pas de risques).
- les opérations financées via un intermédiaire financier sont classées « IF ». En fonction du risque environnemental et social de leur portefeuille d'activités, ces opérations sont ensuite classées en IF-A, IF-B ou IF-C.

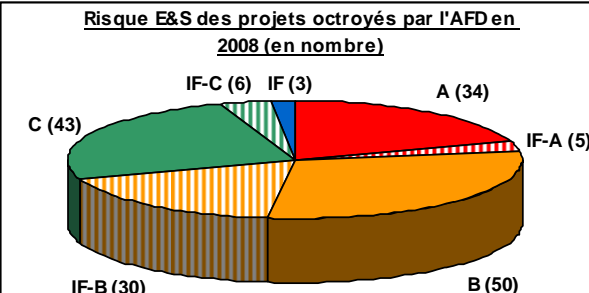
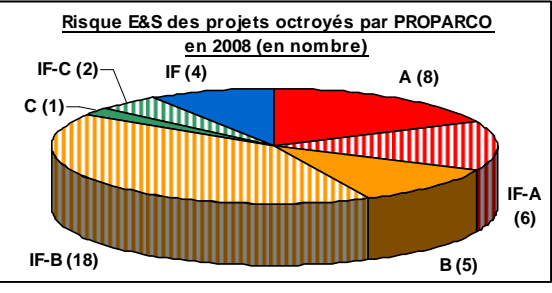
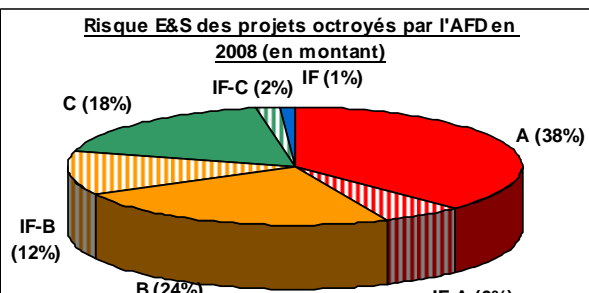
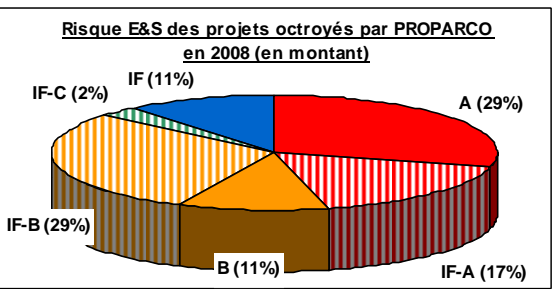
développement durable. La CAES a également pour mission de développer et d'appliquer l'outil Bilan Carbone de manière à optimiser la qualité de ces opérations en matière de lutte contre le changement climatique.

- **d'apporter un appui aux autres métiers du groupe :** la CAES a notamment pour mission de sensibiliser et de former l'ensemble des agents de l'AFD concernés par la démarche de maîtrise des risques environnemental et sociale afin qu'ils puissent contribuer efficacement à sa mise en œuvre.
- **de faciliter les réflexions internes au groupe sur des sujets à forte connotation E&S et d'assurer une production intellectuelle sur ces sujets :** la CAES a notamment pour mission de développer et de faire évoluer les outils techniques nécessaires à la mise en œuvre de la démarche de maîtrise des risques E&S du groupe AFD.
- **d'assurer une veille sur ces thématiques, de développer des partenariats notamment avec les autres bailleurs de fonds sur ces sujets et de participer à différents groupes de travail internationaux et séminaires.**
- **d'apporter un appui à l'élaboration de politiques RSE dans les filiales immobilières et bancaires du groupe.**

Le risque environnemental et social du portefeuille du groupe AFD en 2008

Certains projets de la catégorie « IF » n'ayant pu être classés faute de renseignements précis sur leur portefeuille, ils sont donc mentionnés « IF ».

En 2008, le risque E&S du portefeuille du groupe AFD se présente comme suit :

AFD	PROPARCO																														
<p>En 2008, 252 projets ont été octroyés par l'AFD pour un montant de 3,7 Mds €. Seulement 171 projets étaient soumis à la démarche de maîtrise des risques E&S.</p> <p>Le portefeuille de l'AFD se décompose de la façon suivante :</p>	<p>En 2008, 44 projets ont été octroyés par PROPARCO pour un montant de 0,7 Mds €.</p> <p>Le portefeuille de PROPARCO se décompose de la façon suivante :</p>																														
<p>Risque E&S des projets octroyés par l'AFD en 2008 (en nombre)</p>  <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>A</td> <td>34</td> </tr> <tr> <td>IF-A</td> <td>5</td> </tr> <tr> <td>B</td> <td>50</td> </tr> <tr> <td>IF-B</td> <td>30</td> </tr> <tr> <td>C</td> <td>43</td> </tr> <tr> <td>IF-C</td> <td>6</td> </tr> <tr> <td>IF</td> <td>3</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Nombre	A	34	IF-A	5	B	50	IF-B	30	C	43	IF-C	6	IF	3	<p>Risque E&S des projets octroyés par PROPARCO en 2008 (en nombre)</p>  <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>A</td> <td>8</td> </tr> <tr> <td>IF-A</td> <td>6</td> </tr> <tr> <td>B</td> <td>5</td> </tr> <tr> <td>IF-B</td> <td>18</td> </tr> <tr> <td>C</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>IF-C</td> <td>2</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Nombre	A	8	IF-A	6	B	5	IF-B	18	C	1	IF-C	2
Catégorie	Nombre																														
A	34																														
IF-A	5																														
B	50																														
IF-B	30																														
C	43																														
IF-C	6																														
IF	3																														
Catégorie	Nombre																														
A	8																														
IF-A	6																														
B	5																														
IF-B	18																														
C	1																														
IF-C	2																														
<p>Risque E&S des projets octroyés par l'AFD en 2008 (en montant)</p>  <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>A</td> <td>38%</td> </tr> <tr> <td>IF-A</td> <td>6%</td> </tr> <tr> <td>B</td> <td>24%</td> </tr> <tr> <td>IF-B</td> <td>12%</td> </tr> <tr> <td>C</td> <td>18%</td> </tr> <tr> <td>IF-C</td> <td>2%</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Pourcentage	A	38%	IF-A	6%	B	24%	IF-B	12%	C	18%	IF-C	2%	<p>Risque E&S des projets octroyés par PROPARCO en 2008 (en montant)</p>  <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>A</td> <td>29%</td> </tr> <tr> <td>IF-A</td> <td>17%</td> </tr> <tr> <td>B</td> <td>11%</td> </tr> <tr> <td>IF-B</td> <td>29%</td> </tr> <tr> <td>IF-C</td> <td>2%</td> </tr> <tr> <td>IF</td> <td>11%</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Pourcentage	A	29%	IF-A	17%	B	11%	IF-B	29%	IF-C	2%	IF	11%		
Catégorie	Pourcentage																														
A	38%																														
IF-A	6%																														
B	24%																														
IF-B	12%																														
C	18%																														
IF-C	2%																														
Catégorie	Pourcentage																														
A	29%																														
IF-A	17%																														
B	11%																														
IF-B	29%																														
IF-C	2%																														
IF	11%																														

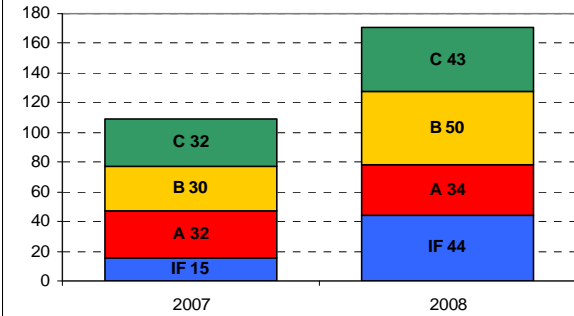
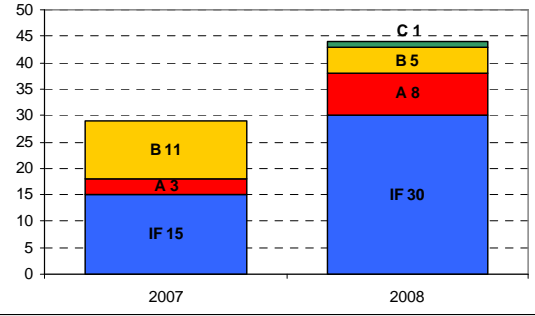
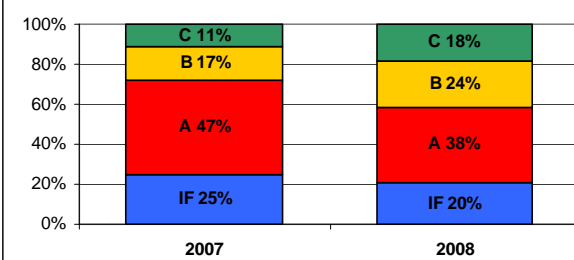
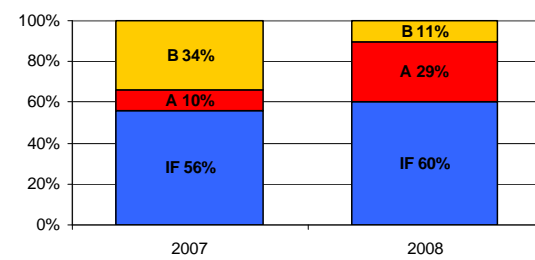
Cette répartition montre que le risque environnemental et social du portefeuille de l'AFD en 2008 est élevé. En effet, près de la moitié des financements octroyés (44% du montant total des engagements AFD) concerne des projets classés « A » et « IF-A ». Par ailleurs, 12% du montant total des engagements AFD correspond à des projets classés IF-B qui présentent également un risque E&S non négligeable.

Cette proportion est similaire pour Proparco : 46% du montant total de ses engagements présentent un risque E&S élevé (A et IF-A). En revanche, la proportion de projets IF-B est plus élevée et atteint 29%.

Cette caractéristique de l'activité du groupe AFD en 2008 confirme la nécessité d'une instruction E&S de ces projets afin de tenir les engagements du groupe AFD en termes de développement durable.

Comparaison 2007-2008 du risque environnemental et social du portefeuille du groupe AFD

L'évaluation environnementale et sociale des intermédiaires financiers et l'analyse du risque E&S de leur portefeuille n'ont véritablement commencé qu'en 2008. La comparaison 2007-2008 ne peut donc porter que sur la catégorie IF.

AFD	PROPARCO																														
<p>En 2008, 171 projets étaient soumis à la démarche de maîtrise des risques E&S contre 109 en 2007 soit une augmentation de 57%.</p> <p>Le portefeuille de l'AFD se décompose de la façon suivante :</p>	<p>En 2008, 44 projets étaient soumis à la démarche de maîtrise des risques E&S contre 29 en 2007 soit une augmentation de 52%.</p> <p>Le portefeuille de PROPARCO se décompose de la façon suivante :</p>																														
<p>Répartition E&S du nombre de projets octroyés par l'AFD en 2008</p>  <table><tr><th>Risque</th><th>2007</th><th>2008</th></tr><tr><td>IF</td><td>15</td><td>44</td></tr><tr><td>A</td><td>32</td><td>34</td></tr><tr><td>B</td><td>30</td><td>50</td></tr><tr><td>C</td><td>32</td><td>43</td></tr></table>	Risque	2007	2008	IF	15	44	A	32	34	B	30	50	C	32	43	<p>Répartition E&S du nombre de projets octroyés par PROPARCO en 2008</p>  <table><tr><th>Risque</th><th>2007</th><th>2008</th></tr><tr><td>IF</td><td>15</td><td>30</td></tr><tr><td>A</td><td>3</td><td>8</td></tr><tr><td>B</td><td>11</td><td>5</td></tr><tr><td>C</td><td>0</td><td>1</td></tr></table>	Risque	2007	2008	IF	15	30	A	3	8	B	11	5	C	0	1
Risque	2007	2008																													
IF	15	44																													
A	32	34																													
B	30	50																													
C	32	43																													
Risque	2007	2008																													
IF	15	30																													
A	3	8																													
B	11	5																													
C	0	1																													
<p>Répartition E&S du montant des engagements de l'AFD en 2008</p>  <table><tr><th>Risque</th><th>2007</th><th>2008</th></tr><tr><td>IF</td><td>25%</td><td>20%</td></tr><tr><td>A</td><td>47%</td><td>38%</td></tr><tr><td>B</td><td>17%</td><td>24%</td></tr><tr><td>C</td><td>11%</td><td>18%</td></tr></table>	Risque	2007	2008	IF	25%	20%	A	47%	38%	B	17%	24%	C	11%	18%	<p>Répartition E&S du montant des engagements de PROPARCO en 2008</p>  <table><tr><th>Risque</th><th>2007</th><th>2008</th></tr><tr><td>IF</td><td>56%</td><td>60%</td></tr><tr><td>A</td><td>10%</td><td>29%</td></tr><tr><td>B</td><td>34%</td><td>11%</td></tr><tr><td>C</td><td>0%</td><td>0%</td></tr></table>	Risque	2007	2008	IF	56%	60%	A	10%	29%	B	34%	11%	C	0%	0%
Risque	2007	2008																													
IF	25%	20%																													
A	47%	38%																													
B	17%	24%																													
C	11%	18%																													
Risque	2007	2008																													
IF	56%	60%																													
A	10%	29%																													
B	34%	11%																													
C	0%	0%																													

Cette comparaison permet de montrer que le portefeuille 2008 de Proparco est composé en majorité (i) de projets auprès d'intermédiaires financiers (IF) avec une augmentation substantielle par rapport à 2007 du nombre de projets et du montant des engagements et (ii) de projets à risques élevés (A). Pour ces derniers, le montant des engagements a triplé en 2008.

Le portefeuille de l'AFD montre également une augmentation importante du nombre de projets IF (triplement par rapport à 2007) mais pour un montant d'engagement similaire à 2007. Le nombre de projets à risques élevés (A) est similaire à 2007 (environ 1/3 du nombre de projets) mais là également le montant des engagements a légèrement baissé. Enfin, le nombre et le montant des engagements des projets B a augmenté en 2008.

2. Note climat

Le groupe de l'AFD et la lutte contre le changement climatique Note de synthèse des résultats de l'exercice 2008

Résumé

Le groupe de l'AFD a franchi en 2008 le cap symbolique du milliard d'euros engagés dans la lutte contre le changement climatique (atténuation et adaptation), pour s'établir à 1,1 milliards en montant non pondéré, soit une progression de 57% en un an.

Ce résultat est d'autant plus remarquable que la part des engagements climat dans le portefeuille du groupe est en très nette augmentation pour la première fois depuis quatre ans (de 19% sur 2005-07 à 30% en 2008).

L'impact sur le climat des projets 2008 se traduira par l'évitement de 3,3 millions de tonnes de CO₂, soit une progression annuelle de 22%, équivalente à la progression en nombre de projets, mais inférieure à la croissance en montant du portefeuille climat.

Les engagements climat de Proparco sont en très forte hausse, +150% par rapport à l'exercice 2007 qui avait déjà enregistré une progression.

Pour la première fois en 2008 les engagements de l'AFD en faveur de l'adaptation au changement climatique ont été mesurés. Une première estimation qui devra être confirmée donne un montant pondéré pour l'adaptation de 64 millions d'euros, dont 47 millions correspondent à des projets qui participent aussi à la limitation des émissions.

Enfin, la répartition sectorielle des engagements climat reste stable sur les derniers exercices, l'énergie représentant la majeure partie de ces engagements.

Une part croissante dans le portefeuille d'engagements de l'AFD

Les engagements non pondérés du groupe de l'AFD dans le domaine de la lutte contre le changement climatique **s'élèvent à 1,1 milliards d'euros**, ce qui correspond à environ 30% du total des engagements du groupe en 2008. Après une période de trois ans (2005-2007) pendant laquelle cette part stagnait autour de 20%, 2008 représente un accroissement significatif.

AFD + PROPARCO	2005	2006	2007	2008
Engagements climat non pondérés (M€)	425	651	626	1074
Engagements totaux (M€)	2 494	3 090	3 474	3 800
Ratio engagements climat/engagements totaux	17%	21%	18%	30%

Tableau 1. Evolution des engagements climat et totaux du groupe de l'AFD de 2004 à 2008

Des engagements climat en très forte hausse, une augmentation plus faible en nombre de projets

Les engagements climat du groupe AFD sont en hausse constante depuis 2005, que ce soit en nombre de projets ou en montants (Figure 1) : en 2008, **34 projets de limitation des émissions ont été octroyés**, pour un **montant pondéré² de 735 millions d'euros**. La liste des projets octroyés en 2008 est présentée en Annexe 1 de ce document.

Cela représente une augmentation de 63% des montants engagés dans la lutte contre le changement climatique par rapport à 2007.

Le nombre de projets octroyés a quant à lui augmenté de 21%, ce qui amène à conclure que les projets climat octroyés en 2008 ont été d'un montant unitaire plus élevé.

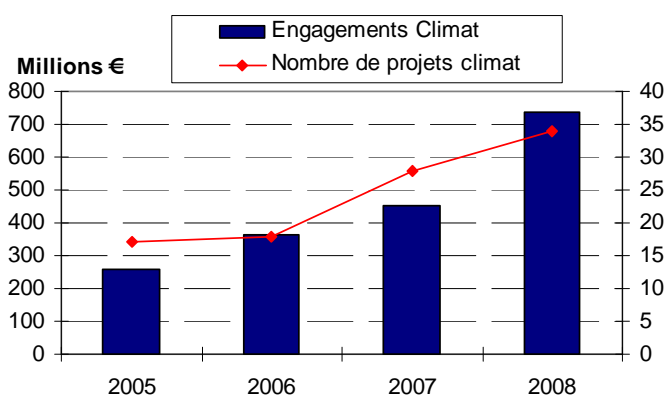


Figure 1. Engagements climat du groupe de l'AFD de 2005 à 2008.

Des impacts importants sur la lutte contre le CC : les émissions évitées

Parmi les 34 projets de réductions d'émissions octroyés en 2008, douze (35%) ont fait l'objet d'une analyse au moyen du Bilan Carbone (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**). Ces **douze projets contribuent à éviter l'émission de 3,3 millions de tonnes de CO2 par an**.

² Lorsque la lutte contre le CC est l'objectif principal d'un projet, 100% du montant engagé par l'AFD est comptabilisé dans le total indiqué. Si la lutte contre le CC est un objectif secondaire, 40% du montant engagé par l'AFD est comptabilisé.

Vingt et un projets ne sont pas comptabilisés dans les réductions d'émissions de CO₂ car il s'agit :

- de lignes de crédit, de participation à des fonds ou des appuis budgétaires pour lesquelles on ne sait pas estimer les réductions d'émissions ex-ante
- de projets ayant des impacts carbone trop faibles pour être comptabilisés (généralement inférieurs à la dizaine de milliers de t_{eq}CO₂).

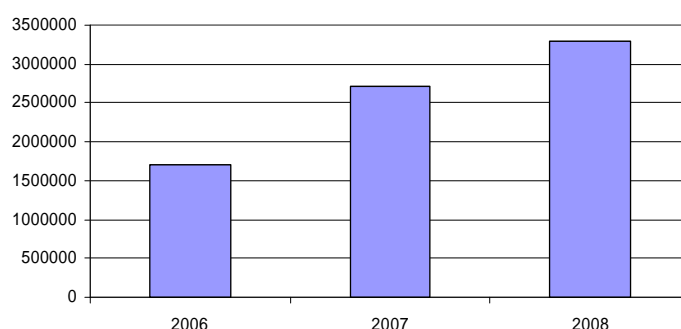


Figure 2. Réductions d'émissions annuelles réalisées par les projets climat de l'AFD (en t_{eq}CO₂)

Une répartition sectorielle dominée par l'énergie et les intermédiations financières

La répartition sectorielle des engagements climat (Figure 3) montre une **large prédominance du secteur de l'énergie (80% des engagements pondérés)**, que ce soit à travers des financements directs de projets d'énergie renouvelable, d'efficacité énergétique, de fuel switch, ou via des intermédiations financières (lignes de crédit bancaires, participation à des fonds d'investissements ou à des fonds carbone).

On notera toutefois, tout comme en 2007, un certain nombre de projets, de faible montant, dans le domaine de la séquestration biologique (forêts, agroécologie, ...)

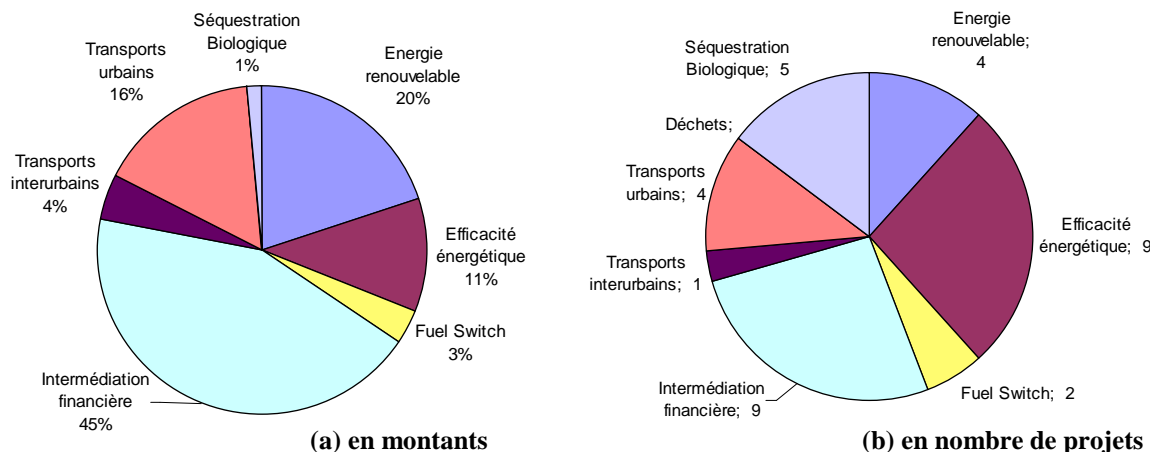


Figure 3. Répartition sectorielle des engagements climat de l'AFD

Proparco : une année 2008 record pour les engagements climat :

Les engagements de Proparco dans la lutte contre le changement climatique ont connu en 2008 une augmentation très forte, avec **10 projets octroyés** (+150% par rapport à 2007) pour **un montant pondéré de 160 millions d'euros** (+130% par rapport à 2007).

La mesure des investissements dans l'adaptation au changement climatique

Enfin, pour la première fois en 2008, les engagements de l'AFD dans le domaine de l'adaptation au changement climatique ont été mesurés. Un système de pondération des engagements dans ce domaine est appliqué, du même type que pour les projets d'atténuation : si l'adaptation au changement climatique est l'objectif principal d'un projet (marqueur égal à 2), 100% du montant engagé est comptabilisé, si cet objectif est secondaire (marqueur égal à 1), 40% du projet est comptabilisé.

Une première estimation qui devra être confirmée, donne des **engagements pondérés de l'AFD dans le domaine de l'adaptation de 64 millions d'euros, au travers de 11 projets**. Six projets parmi eux, représentant 47 millions d'euros d'engagements concourent aussi à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

La liste de ces projets est présentée en Annexe 3 de ce document.

Les engagements dans l'adaptation au CC se concentrent très principalement dans **le secteur de l'eau et de l'assainissement** (tant en engagements qu'en nombre de projets), avec des projets de limitation des fuites, donc de préservation de la ressource en eau.

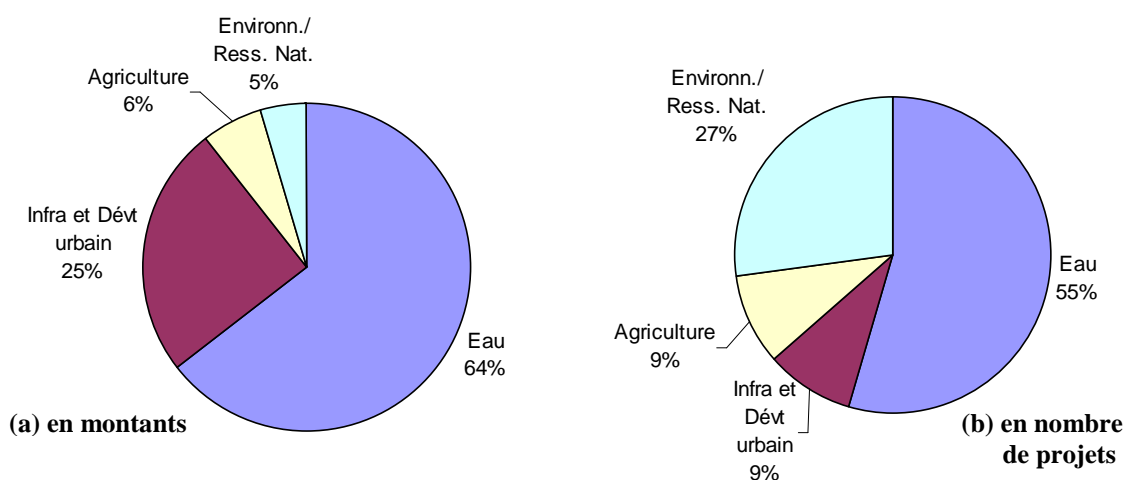


Figure 4. Répartition sectorielles des montants engagés dans l'adaptation en 2008.